

L'ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE EN BOSNIE & HERZÉGOVINE

Solidarité Bosnie, 1^{er} février 2017

Deux versions contradictoires

Selon l'interprétation officielle imposée par les puissances occidentales et l'ONU, la guerre qui a eu lieu en Bosnie-Herzégovine entre 1992 et 1995 serait une « guerre civile interethnique ». Or cette version a été diffusée initialement par la propagande nationaliste serbe et n'est pas basée sur la réalité des faits.

Il est donc important de préserver la mémoire de la société civile basée sur les faits recueillis auprès de Bosniens, d'observateurs et d'opposants Serbes.

En France, face à la politique pro-serbe de François Mitterand, une « Convergence Citoyens-Citoyennes pour la Bosnie », a regroupé entre 1992 et 1996 plusieurs centaines de groupes qui ont construit leur propre analyse à partir de multiples sources et témoignages pointant vers la responsabilité de la Serbie de S. Milosevic dans les agressions commises contre le Kosovo, la Croatie et la Bosnie & Herzégovine (BiH).

Cette analyse était partagée par les enquêteurs du TPIY, les reporters de terrain Florence Hartmann, Rémy Ourdan (Le Monde), Jean-Franklin Narodetski, Jovan Divjak (ex-général serbe qui a défendu Sarajevo), Louise Lambrichs qui a apporté une contribution importante dans la compréhension du mécanisme de répétition mortifère.

Débat dans la « Convergence des citoyens-citoyennes pour la Bosnie »

Au sein de ce mouvement, deux courants sont apparus : l'un demandait une intervention internationale et l'autre la levée de l'embargo sur les armes imposée à la « République de Bosnie-Herzégovine » par les grandes puissances et l'ONU. Il faut relever le rôle joué dans ce mouvement par le groupe et journal Mirna Bosna de Genève.

En France comme en Suisse, la grande majorité des « politiques » sont restés passifs, ne voulant pas soutenir les « Musulmans » (nom qui avait été donné aux Bosniaques durant la période de Tito). Par contre, les artistes (notamment du théâtre) et de simples citoyens, se sont engagés du côté des agressés.

Mouvement de solidarité bloqué à Genève jusqu'en 2005

En Suisse, la cause bosniaque a rencontré peu de soutien. Le Comité Paix de Genève a imploré sur la question bosniaque qui (comme le Groupe Suisse Sans Armée (GSSA) suivi par Solidarités) s'opposait au droit d'auto-défense de la « République de Bosnie-Herzégovine ». Le débat politique s'est embourbé et encore en 2004, la Maison des associations avait dans un premier temps refusé de louer un local à l'Association des survivants de Srebrenica. La situation a changé en 2005. Depuis lors, la Ville de Genève a soutenu la Marche pour la paix et a financé en 2015 (avec l'apport du Canton de Genève) une importante commémoration du génocide avec exposition de photos sur la Plaine de Plainpalais, la projection de films et conférences-débats.

De nombreux militants ont soutenu les réfugiés contre les renvois voulus par le parti populiste UDC, notamment dans le Canton de Vaud avec le « Mouvement des 523 ». 150 réfugiés de Srebrenica ont ainsi obtenu l'asile.

La montée des nationalismes et l'éclatement de la Yougoslavie

Après la chute de l'URSS, les gouvernements néolibéraux des USA, de la Grande-Bretagne et de la France ne voulaient plus d'une Yougoslavie autogestionnaire, qui donnait une part de pouvoir aux travailleurs. Ils ont donc soutenu les leaders nationalistes de tout bord afin de mettre fin au socialisme autogestionnaire et de faire entrer un à un les pays issus de l'éclatement de la Yougoslavie dans l'Union européenne, processus en cours.

La Yougoslavie a subi une grave crise politique et financière dans les années 80 :

- Le pays s'était endetté en finançant les luttes anti-coloniales (notamment en Algérie) dans le cadre du Mouvement des Non Alignés (MNA), dont Tito était l'un des leaders.
- La mort de Tito en 1980 a entraîné une autonomisation des six républiques du pays. Parmi celles-ci, la Slovénie et la Croatie ne voulaient plus compenser la faiblesse économique des quatre autres.
- Il y avait aussi une contradiction entre le pouvoir politique et policier vertical (la Ligue communiste de Yougoslavie) et l'autogestion économique, qui permettait une marge de décision horizontale.

La fin de la Yougoslavie

L'émergence du nationalisme serbe a été préparée par l'Académie des sciences de Belgrade. Slobodan Milosevic, président serbe depuis 1989 a manœuvré pour paralyser la présidence yougoslave en captant les voix du Kosovo et de la Voïvodine en 1989. Ceci a poussé la Croatie et la Slovénie, où des mouvements nationalistes avaient émergé, à proclamer leur indépendance, ce qui a entraîné à son tour des votes sur l'indépendance en Bosnie-Herzégovine et en Macédoine, après une tentative de solution (repoussée par Milosevic) de Confédération yougoslave

Milosevic a joué la carte militaire vu que les nationalistes serbes contrôlaient l'armée yougoslave (JNA), avec des interventions en Slovénie et ensuite en Croatie (d'août à novembre 1991) pour relier les diverses communautés serbes à la Serbie et occuper un tiers du territoire croate (massacre de Vukovar et bombardement de Dubrovnik).

Chronologie de l'agression contre la République de Bosnie & Herzégovine :

- **En mars 1991**, une année avant le début de la guerre en Bosnie-Herzégovine, S. Milosevic (président de la Serbie) et F. Tudjman (président de la Croatie) s'entendent à Karadjordjevo (Voïvodine) pour abolir le statut de la République de Bosnie & Herzégovine et se partager son territoire.
- **En 1991**, les armes de la Défense Territoriale (TO) de Bosnie sont confisquées par l'armée yougoslave.
- **Le 1^{er} mars 1992**, suite à l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie, les bosniaques optent pour l'indépendance de la BiH à 63 % des voix, afin de se soustraire à la domination serbe.
- **Le 6 avril 1992**, les forces serbes mènent des attaques sur deux tiers du territoire de la Bosnie & Herzégovine. Début du siège de plusieurs villes, dont Sarajevo, Gorazde, Maglaj, Mostar.
- **Mars - mai 1992** : La communauté internationale reconnaît l'indépendance de la République de Bosnie & Herzégovine tout en lui imposant un embargo sur les armes, reconnu comme illégal dans le rapport sur le génocide de Srebrenica présenté à l'Assemblée générale de l'ONU de novembre 1999.

En avril 1992, la République de Bosnie & Herzégovine (BiH) n'a pas d'armée, alors que la République serbe autoproclamée en janvier 1992 par R. Karadic et R. Mladic dispose du soutien logistique et militaire de la Serbie.

Les avions de la JNA, basés en Serbie, bombardent les villes et territoires bosniaques. Les habitants de Konjevic Polje et Cerska résistent une année, mais sont obligés de fuir en mars 1993 face à une grande offensive serbe et de se réfugier à Srebrenica, libérée en mai par des résistants bosniaques menés par N. Oric. Le général Philippe Morillon promet alors que Srebrenica sera une « zone protégée » par l'ONU.

Dès 1991, la propagande serbe est active dans nos pays (par exemple Vladimir Dimitrijevic de l'édition L'Age d'Homme) auprès des médias et politiciens de droite et de gauche, accusant les Bosniaques de vouloir créer un Etat islamique et présentant la Serbie comme rempart de l'Occident contre les islamistes. Les Bosniaques étaient alors appelés « Musulmans » avec M majuscule (en tant que nationalité) dans la Constitution yougoslave.

En BiH, ledit « nettoyage ethnique » (en fait génocide) commença en avril 1992 et se terminera avec le génocide de Srebrenica en juillet 1995. C'est en 1992 qu'il y a eu le plus grand nombre de victimes (environ 100'000) à Bratunac, Foca, Visegrad, Prijedor, Zvornik. 13'000 victimes lors du siège de Sarajevo. Les nationalistes seront appuyés par les nationalistes croates qui attaquent les Bosniaques entre avril 1993 et avril 1994, bombardant notamment Mostar et détruisant son fameux pont.

La complicité des puissances occidentales dans le génocide de Srebrenica :

En mai 1995, les USA, la Grande-Bretagne et la France (nt. le général Janvier) décident de mettre fin à la guerre en abandonnant les « zones de sécurité » de l'ONU de Srebrenica et de Zepa, sans en informer les populations concernées, ni les casques bleus hollandais en poste à Srebrenica.

Le 11 juillet, face à l'avancée des forces serbes de Mladic, les autorités de Srebrenica ordonnent aux femmes, enfants et personnes âgées de descendre à la base de l'ONU de Potocari. Quelques centaines d'hommes qui accompagnaient leurs familles y sont exécutés le jour suivant par les Tchetsniks serbes.

14'000 partent au soir du 11 juillet en une immense colonne de 14'000 hommes en direction de Nezuk (village en zone libre) mais sont victimes de bombardements et d'embuscades successives (ainsi que de massacres collectifs de ceux qui ont été capturés ou se sont rendus). Ces crimes seront reconnus comme « génocide de Srebrenica » par les tribunaux internationaux TPIY et CIJ. Seuls 6500 hommes de la colonne survivront. Une partie vivent en Suisse.

Ce sacrifice délibéré (8'370 victimes recensées) servira de justificatif aux grandes puissances pour mettre fin à la guerre par l'intervention de l'Otan pour faire lever le siège de Sarajevo et d'autres villes.

Les Accords de Dayton consacrent le plan initial de partage de Milosevic et Tudjman :

Mais entre 1992 et 1995, des négociations sont menées sous l'égide de l'ONU pour partager le territoire de la « République de Bosnie-Herzégovine » selon la volonté de S. Milosevic et F. Tudjman, qui signent finalement les Accords de Dayton en décembre 1995 avec A. Isetbegovic.

Le pays est ainsi partagé en deux entités : la Fédération de Bosnie-Herzégovine (51% du territoire) et la République serbe (RS) (49%), chapeauté par une présidence commune. Leurs frontières correspondent aux lignes de front, sans égard pour les populations. C'est ainsi que la région de Srebrenica, qui était en majorité bosniaque avant la guerre, a été donnée à la RS. En outre, a été accordé à l'entité RS le qualificatif de « République ».

En 2007, les USA et la Grande-Bretagne font pression sur des juges du Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) pour empêcher le transfert du Mémorandum du Conseil de défense serbe à la Cour Internationale de Justice (CIJ) qui jugeait la plainte déposée en 1993 par la BiH contre la Serbie pour « agression et génocide ». Ainsi privée des principales preuves qui établissaient la responsabilité de S. Milosevic, la CIJ se contente de prononcer en février 2007 un blâme à la Serbie « pour n'avoir pas empêché le génocide de Srebrenica ». Le TPIY et la CIJ reconnaissent donc le génocide de Srebrenica, mais pas ses commanditaires.

La menace de sécession de la République serbe

Par les Accords de Dayton, les puissances occidentales ont donné à la RS des territoires qui étaient avant guerre majoritairement peuplée de Bosniaques, comme Srebrenica. Les Bosniaques (rescapés du génocide) qui y sont

retournés, n'accepteront jamais une sécession de la RS, étant partisans du vivre ensemble.

Le projet de sécession (suite du « nettoyage ethnique ») est soutenu par la Russie de Poutine et l'église orthodoxe serbe. Le Patriarche proclame que la « République serbe est une œuvre de Dieu » et n'exprime aucune compassion pour les victimes. Par contre, vu leur demande d'adhésion à l'UE, les dirigeants serbes sont partagés sur le sujet.

Les Bosniaques sont opposés à la sécession de la RS et à son rattachement à la Serbie. Ils souhaitent une adhésion commune de la Bosnie, du Monténégro, Macédoine et Serbie à l'UE en espérant que l'OTAN pourra les protéger.

Dans les écoles de RS, les enfants apprennent (uniquement en cyrillique) que la Bosnie-Herzégovine (qui a une histoire millénaire) ne serait qu'une « création de Dayton ». Seules la culture et l'histoire de la Serbie sont enseignées afin de rallier la nouvelle génération au projet de Grande Serbie. Les représentants internationaux laissent faire...

Après avoir demandé en vain l'appui du Haut-Représentant¹ pour négocier un changement dans le programme scolaire, les parents de Konjevic Polje ont décidé d'ouvrir leur propre école à Nova Kasaba, en février 2014, avec 117 élèves et 16 enseignant-e-s (de Sarajevo) avec une pédagogie basée sur la créativité et l'entraide (Freinet).

Quelques tentatives de la société civile :

Les Accords de Dayton ont imposé un montage institutionnel kafkaïen, qui a pour effet de maintenir les divisions et d'empêcher le fonctionnement normal des institutions².

Le mouvement de révolte sociale de février 2014 a dénoncé la corruption et l'enrichissement des politiciens et hommes d'affaire des deux entités, le chômage et l'appauvrissement des populations. Beaucoup de jeunes partent...

Face au risque de sécession et donc de conflit, le projet d'une République de Bosnie & Herzégovine, citoyenne, sociale et fédérative, garantissant leurs droits aux minorités (avec suppression des « entités » ethniques) serait la solution. Mais la montée des courants populistes d'extrême-droite aux USA et en Europe constitue un obstacle.

A Tuzla, les travailleurs de Dita se sont réapproprié leur usine après une privatisation frauduleuse et sont membres d'un réseau d'entreprises autogérées en Grèce, Croatie, Macédoine et Serbie.

En Suisse, un réseau d'entrepreneurs bosniens, I-Platform, lance des projets, appuyés par la Confédération suisse.

La Marche pour la Paix du 8 au 10 juillet entre Nezuk et Srebrenica :

Les premières marches ont été organisées en Suisse dès l'an 2000 dans le cadre de l'Association des survivants de Srebrenica, qui a décidé de la transférer en Bosnie en octobre 2004. Cette Marche a lieu en Bosnie depuis 2005 sur les 80 km de trajet de la colonne de juillet 1995, symboliquement dans le sens du retour : de Nezuk à Srebrenica.

Le 11 juillet, les marcheurs participent à la cérémonie de commémoration du génocide au Mémorial de Potocari.

La Marche constitue à la fois un hommage aux victimes et un acte de solidarité avec les survivants qui sont retournés sur leurs terres depuis 2000 pour y reconstruire leurs maisons et cultiver leurs champs. Ils accueillent chaleureusement les marcheurs dans leurs chambres d'hôtes ouvertes entre avril et octobre.

En 2015, on a compté plus de 8'000 marcheurs avec une majorité de jeunes de toute la Bosnie-Herzégovine. Depuis 2005, Solidarité Bosnie organise un Groupe de marcheurs de France, Suisse et Italie. Bienvenue !

L'esprit de convivialité et d'internationalisme de cette Marche concrétise le dépassement des divisions ethniques.

Ce parcours pourrait être prolongé en Sentier de Grande Randonnée, au nord vers Vukovar et au sud vers Dubrovnik, servant ainsi de trait d'union entre les diverses communautés.

Retisser les liens sociaux

A Srebrenica, les citoyens bosniaques et bosno-serbes travaillent ensemble dans l'administration communale, au centre culturel, au centre commercial ou dans l'équipe de foot, ce qui démontre bien l'absurdité des séparations ethniques. La nomination récente d'un maire bosno-serbe n'a jusqu'à présent pas changé ces avancées.

Lors des inondations de mai 2014, des Bosniaques ont porté secours aux victimes bosno-serbes et ont hébergé un certain nombre de familles, notamment à Gradacac.

En Serbie, des organisations citoyennes et les « Femmes en Noir » de Belgrade se sont opposées à la politique génocidaire de Slobodan Milosevic et sont solidaires avec les victimes en participant à la Marche pour la Paix et à la cérémonie de commémoration du génocide de Srebrenica. Des cyclistes solidaires, partis de Belgrade, ont été attaqués par des fascistes serbes, ce qui montre bien la difficulté du travail militant dans ce pays.

Un réseau : « Solidarité Internationale Bosnie Herzégovine » (SIBH), basé sur des sections nationales, est en construction pour mieux promouvoir la Marche pour la paix et marches en petit groupe en mai et faire connaître les atouts de la Bosnie & Herzégovine.

Ivar Petterson, président Solidarité Bosnie

Solidarité Bosnie c/o Maison des Associations, 15, rue des Savoises. 1205 Genève

Tél. : +41/ 22 321 63 14 ou +41/ 76 349 36 06

¹Valentin Inzko, chargé de superviser les Accords de Dayton et de protéger le droit des minorités.

²Les deux entités ont un droit de veto, utilisé comme blocage par la RS.

E-mail : info@solidarite-bosnie.ch - Site : www.solidarite-bosnie.ch avec « Forum Bosnie » : participez-y !